

Art. 12. Het decreet treedt in werking de dag van bekendmaking van dit besluit in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 13. De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 14. Dit besluit treedt in werking de dag van diens bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Namen, 19 september 2002.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,
S. KUBLA



F. 2002 — 3828

[C — 2002/28025]

**19 SEPTEMBRE 2002. — Arrêté du Gouvernement wallon
relatif à l'octroi d'une prime aux entreprises ayant recours aux services d'un Rentic**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 juillet 2002 relatif à l'octroi d'une prime à l'intégration de l'e-business dans les petites et moyennes entreprises;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 12 septembre 2002;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 19 septembre 2002;

Vu la délibération du Gouvernement sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis 33.976/2 du Conseil d'Etat, donné le 21 août 2002, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat;

Sur proposition du Ministre de l'Economie, des P.M.E., de la Recherche et des Technologies nouvelles,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

1^o le décret : le décret du 11 juillet 2002 relatif à l'octroi d'une prime à l'intégration de l'e-business dans les petites et moyennes entreprises;

2^o le Ministre : le Ministre qui a la recherche et les technologies nouvelles dans ses attributions;

3^o l'Administration : la Direction générale des Technologies, de la Recherche et de l'Energie du Ministère de la Région wallonne;

4^o l'entreprise : l'entité économique telle que définie à l'article 1^{er}, § 1^{er}, du décret;

5^o le Rentic : le responsable d'un projet d'intégration de l'e-business dans une entreprise;

6^o la prime : l'aide octroyée aux entreprises qui ont recours aux services d'un Rentic.

Art. 2. En vue de bénéficier de la prime, l'entreprise introduit une demande auprès de l'Administration.

La demande est effectuée par courrier selon le modèle établi par le Ministre. Elle contient :

1^o une copie des statuts de l'entreprise;

2^o un dossier exposant le projet pour lequel elle souhaite avoir recours aux services d'un Rentic et qui reprend :

a) le contenu et les caractéristiques du projet;

b) les objectifs poursuivis par l'entreprise en vue de l'intégration de l'e-business dans son fonctionnement;

c) les moyens envisagés pour la prise en charge des impacts techniques et organisationnels ainsi pour l'adaptation des ressources humaines découlant du projet;

d) la vision stratégique de l'entreprise quant à son positionnement à la suite de l'implantation effective du projet;

e) les éventuels moyens de promotion du projet;

3^o le montant prévu pour la rémunération du Rentic et le temps estimé pour la bonne réalisation du projet;

4^o l'identité du Rentic;

5^o une liste des aides de minimis accordées à l'entreprise dans la période de trois ans précédant le dépôt de la demande ou susceptibles d'être accordées à la date de la décision d'octroi de la prime;

6^o à défaut de la liste visée au 5^o, une déclaration de l'entreprise certifiant qu'elle n'a pas bénéficié d'aides de minimis et ce, durant la période de trois ans précédant le dépôt de demande, et qu'elle n'est pas susceptible d'en bénéficier à la date de la décision d'octroi de la prime;

7^o les pièces attestant que l'entreprise répond aux critères visés par l'article 1^{er}, § 1^{er}, du décret;

8^o les documents apportant la preuve que l'entreprise est en règle vis-à-vis des législations et réglementations fiscales, sociales et environnementales.

Art. 3. § 1^{er}. L'introduction de la demande fait l'objet d'un accusé de réception, envoyé au promoteur dans les cinq jours ouvrables et mentionnant la date de réception ainsi que le nom de l'agent à l'Administration chargé de l'instruction du projet.

§ 2. L'Administration procède, pour tout projet reçu, à une évaluation portant sur l'opportunité et la faisabilité du projet pour lequel l'entreprise souhaite avoir recours aux services d'un Rentic par rapport à la situation et aux besoins de l'entreprise, la définition de la mission du Rentic, le délai nécessaire à la réalisation du projet, le réalisme des ressources caractères raisonnables des moyens prévus par l'entreprise (...). pour la réalisation du projet et la réunion des conditions d'octroi.

L'Administration se fait assister par un expert externe appartenant au secteur concerné. L'expert est choisi sur une liste d'experts établie et mise à jour par le Ministre.

§ 3. Lorsque l'Administration ne dispose pas de tous les éléments nécessaires à l'évaluation du projet, elle demande à l'entreprise des éléments complémentaires, dans les quinze jours ouvrables de la réception du projet. Si l'entreprise ne donne pas suite à cette demande dans les trente jours ouvrables de sa réception, elle est censée avoir retiré son projet ; l'entreprise peut cependant aviser l'Administration qu'elle prolonge ce délai, pour une période qu'elle détermine.

§ 4. Dans un délai de soixante jours ouvrables à partir de la réception du projet ou à partir de la réception des éléments visés au § 3, l'Administration informe l'entreprise de la proposition motivée qu'elle a l'intention d'adresser au Ministre : octroi d'une prime, avec indication de son montant, ou refus.

Dans les quinze jours ouvrables de la réception de cette information, l'entreprise peut adresser à l'Administration un exposé des raisons pour lesquelles elle estime ne pouvoir marquer son accord sur la décision proposée. L'Administration transmet cet exposé au Ministre, en même temps que ces conclusions.

§ 5. En cas de décision favorable du Ministre, un arrêté détermine notamment l'objet, le montant, et le bénéficiaire de la prime, ainsi que le délai pour lequel le recours au Rentic proposé est accepté. Une convention est alors établie avec l'entreprise, définissant les conditions et modalités de cette intervention.

La décision favorable du Ministre visée à l'alinéa précédent permet à l'entreprise d'introduire une demande, afin de consolider son projet d'intégration de l'e-business, par un recrutement dans le cadre organisé par le décret du 25 avril 2002 relatif aux aides visant à favoriser l'engagement de demandeurs d'emploi inoccupés par les pouvoirs locaux, régionaux et communautaires, par certains employeurs du secteur non-marchand, de l'enseignement et du secteur marchand. L'avis du Ministre sur cette demande est alors considéré comme favorable au sens de l'article 32, alinéa 3, du décret du 25 avril 2002 précité.

§ 6. La convention visée au § précédent mentionne l'obligation pour l'entreprise d'informer l'Administration de toute nouvelle aide de minimis sollicitée par l'entreprise ou octroyée par toute autorité publique, pendant une période de trois ans à compter de la décision d'octroi de la prime.

Si, au cours de cette période de trois ans, le montant cumulé des aides de minimis risque de dépasser 100.000 euros, l'Administration en informe l'entreprise ainsi que l'autorité publique compétente pour l'octroi de la nouvelle aide de minimis.

§ 7. Au terme du projet, l'entreprise adresse à l'Administration un rapport exposant le résultat de la mission du Rentic.

Art. 4. Le choix du RENTIC est laissé à l'entreprise. Celle-ci ne peut engager le Rentic sous contrat de travail.

Le Rentic ne doit pas avoir fait partie de l'entreprise ou d'entreprises du même groupe.

Le contrat à conclure entre l'entreprise et le Rentic a une durée au moins égale à celle sur la base de laquelle la prime est octroyée.

Art. 5. La prime ne peut excéder 5.000 euros par mois. La durée de la mission du Rentic sera de trois mois minimum et d'un an maximum.

Art. 6. La prime est liquidée à l'entreprise selon les modalités suivantes :

1° 50 % de la prime sont liquidés à la conclusion de la convention avec la Région wallonne;

2° le solde de la prime est liquidé par tranche trimestrielle, sur la base de la facture établie par le Rentic détaillant ses prestations et des preuves de paiement correspondantes;

3° la liquidation de la dernière tranche trimestrielle est subordonnée à la communication à l'Administration du rapport visé à l'article 3, § 7.

Art. 7. Le contrat à conclure entre l'entreprise et le Rentic prévoit la cession à l'entreprise des éventuels droits de propriété intellectuelle attachés aux résultats de la mission du Rentic.

Art. 8. Les entreprises reprises sous les codes NACE 2233, 3000, 3002, 7200, 7210, 7220, 7230, 7240, 7250 et 7260 ne peuvent bénéficier de la prime.

La référence au code NACE constitue une présomption du domaine d'activité de l'entreprise. Celle-ci peut donc établir que le code NACE qui lui est attribué ne correspond pas à son activité.

Art. 9. S'agissant de l'engagement, de l'approbation et de l'ordonnement des dépenses relatives à la prime, délégation est accordée au directeur général de la Direction générale des Technologies, de la Recherche et de l'Energie du Ministère de la Région wallonne. En cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci, la délégation dont il est investi est accordée pendant le temps de l'absence et de l'empêchement, à l'inspecteur général ou au directeur de la Direction concernée.

Art. 10. Le Ministre de la Recherche et des Technologies nouvelles est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Art. 11. Le présent arrêté produit ses effets le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Namur, le 19 septembre 2002.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., de la Recherche et des Technologies nouvelles,
S. KUBLA

ÜBERSETZUNG

D. 2002 — 3828

[C — 2002/28025]

**19. SEPTEMBER 2002 — Erlass der Wallonischen Regierung
bezüglich der Gewährung einer Prämie an die Unternehmen,
die auf die Dienstleistungen eines Rentic zurückgreifen**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 11. Juli 2002 über die Gewährung einer Prämie für die Einführung des E-Business in die Klein- und Mittelbetriebe;

Aufgrund des am 12. September 2002 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 19. September 2002 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des Beschlusses der Regierung über den Antrag auf ein vonseiten des Staatsrates innerhalb eines Zeitraums, der einen Monat nicht überschreitet, abzugebendes Gutachten;

Aufgrund des am 21. August 2002 in Anwendung des Artikels 84, Absatz 1, 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats Nr. 33.976/2;

Auf Vorschlag des Ministers der Wirtschaft, der K.M.B., der Forschung und der neuen Technologien,

Beschließt:

Artikel 1 - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° das Dekret: das Dekret vom 11. Juli 2002 über die Gewährung einer Prämie für die Einführung des E-Business in die Klein- und Mittelbetriebe;

2° der Minister: der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Forschung und die neuen Technologien gehören;

3° die Verwaltung: die Generaldirektion der Technologien, der Forschung und der Energie des Ministeriums der Wallonischen Region;

4° der Betrieb: die wirtschaftliche Einheit gemäß der in Art. 1, § 1 des Dekrets gegebenen Definition;

5° der Rentic: der Verantwortliche eines Projekts zur Einführung des E-Business in einen Betrieb;

6° die Prämie: die Beihilfe, die den Betrieben gewährt wird, die auf die Dienstleistungen eines Rentic zurückgreifen;

Art. 2 - Um in den Genuss der Prämie zu kommen, reicht der Betrieb eine Anfrage bei der Verwaltung ein.

Der Antrag wird brieflich gemäß dem von dem Minister festgesetzten Muster eingereicht.

Er enthält:

1° eine Abschrift der Satzungen des Betriebs;

2° eine Akte, in der das Projekt, für welches das Zurückgreifen auf die Dienstleistungen eines Rentic erwünscht ist, dargestellt wird, und in der die folgenden Elemente enthalten sind:

a) der Inhalt und die Eigenschaften des Projekts;

b) die durch den Betrieb verfolgten Ziele im Hinblick auf die Integration des E-Business in seine Arbeitsweise;

c) die für die Übernahme der technischen und organisatorischen Auswirkungen sowie für die Anpassung der menschlichen Ressourcen, die mit dem Projekt verbunden sind, berücksichtigten Mittel;

d) die strategische Vision des Betriebs bezüglich seiner Positionierung infolge der tatsächlichen Ansiedlung des Projekts;

e) die etwaigen Mittel zur Förderung des Projekts;

3° der für die Entlohnung des Rentic vorgesehene Betrag und die zur ordentlichen Durchführung des Projekts geschätzte Zeit;

4° die Identität des Rentic;

5° eine Liste der «De-minimis»-Beihilfen, die dem Betrieb während des Zeitraums von drei Jahren vor dem Einreichen des Antrags gewährt worden sind, oder die am Tag der Entscheidung zur Gewährung der Prämie gewährt werden könnten;

6° in Ermangelung der unter 5° erwähnten Liste, eine Erklärung des Betriebs, in der bescheinigt wird, dass er keine «De-minimis»-Beihilfen erhalten hat, dies während des Zeitraums von drei Jahren vor der Einreichung des Antrags, und dass er bis zum Tag der Entscheidung zur Gewährung der Prämie keine solche Beihilfe erhalten sollte;

7° die Unterlagen, die bescheinigen, dass der Betrieb den in Artikel 1, § 1 des Dekrets erwähnten Kriterien genügt;

8° die Unterlagen, durch welche bewiesen wird, dass der Betrieb den Gesetzgebungen und Vorschriften in Sachen Steuern, Sozialwesen und Umwelt genügt;

Art. 3 - § 1. Die Einreichung des Antrags ist Gegenstand einer Empfangsbestätigung, die dem Initiator innerhalb von fünf Werktagen zugeschickt wird, und in der das Empfangsdatum und der Name des mit der Untersuchung des Projekts beauftragten Bediensteten der Verwaltung angegeben werden.

§ 2. Für jedes empfangene Projekt nimmt die Verwaltung eine Bewertung vor, die die Zweckmäßigkeit und die Machbarkeit des Projekts, für welches der Betrieb auf die Dienstleistungen eines Rentic zurückgreifen möchte, im Verhältnis zu der Situation und den Bedürfnissen des Betriebs, die Festlegung der Aufgabe des Rentic, die zur Verwirklichung des Projekts notwendige Frist, den vernünftigen Charakter der durch den Betrieb für die Verwirklichung des Projekts vorgesehenen Mittel und die Erfüllung der Gewährungsbedingungen betrifft.

Die Verwaltung fordert die Mitwirkung von einem externen Sachverständigen aus dem betroffenen Sektor an. Der Sachverständige wird aus einer von dem Minister erstellten und aktualisierten Liste ausgewählt.

§ 3. Wenn die Verwaltung nicht über alle zur Bewertung des Projekts notwendigen Elemente verfügt, ersucht sie den Betrieb um zusätzliche Elemente innerhalb von fünfzehn Werktagen nach Empfang des Projekts. Beantwortet der Betrieb diese Anfrage innerhalb von dreißig Werktagen nach deren Empfang nicht, gilt dies als Rückzug seines Projekts; der Betrieb kann aber die Verwaltung informieren, dass er diese Frist um einen durch ihn festgesetzten Zeitraum verlängert.

§ 4. Innerhalb einer Frist von sechzig Werktagen ab Empfang des Projekts oder ab Empfang der unter § 3 erwähnten Elemente informiert die Verwaltung den Betrieb über den begründeten Vorschlag, den sie dem Minister zustellen will: Gewährung einer Prämie, mit Angabe ihres Betrags, oder Ablehnung.

Innerhalb von fünfzehn Werktagen ab Empfang dieser Information kann der Betrieb der Verwaltung eine Darstellung der Gründe, warum er mit der vorgeschlagenen Entscheidung nicht einverstanden sein kann, zukommen lassen. Die Verwaltung übermittelt das Schreiben zusammen mit ihren Schlussfolgerungen dem Minister.

§ 5. Falls der Minister eine günstige Entscheidung fällt, bestimmt ein Erlass u.a. den Gegenstand, den Betrag, den Bezugsberechtigten der Prämie und die Frist, für die das Zurückgreifen auf den vorgeschlagenen Rentic genehmigt ist. Eine Vereinbarung wird dann mit dem Betrieb ausgefertigt, in der die Bedingungen und Modalitäten dieser Beihilfe festgelegt werden.

Die im vorherigen Absatz erwähnte günstige Entscheidung des Ministers erlaubt es dem Betrieb, einen Antrag einzureichen, um sein Projekt zur Integration des E-Business zu sichern, dies durch eine Anwerbung im durch das Dekret vom 25. April 2002 über die Beihilfen zur Förderung der Anstellung von nichtbeschäftigten Arbeitsuchenden durch die lokalen, regionalen und gemeinschaftlichen Behörden, durch bestimmte Arbeitgeber des Non-Profit-Sektors, des Unterrichtswesens und des kommerziellen Sektors organisierten Rahmen. Das Gutachten des Ministers bezüglich dieses Antrags wird dann im Sinne des Artikels 32 Absatz 3 des vorerwähnten Dekrets vom 25. April 2002 als günstig betrachtet.

§ 6. Die im vorherigen § angegebene Vereinbarung erwähnt die für den Betrieb bestehende Verpflichtung, die Verwaltung über jegliche neue «De-minimis»-Beihilfe zu informieren, die durch den Betrieb angefordert oder durch jegliche öffentliche Behörde gewährt worden ist, dies während eines Zeitraums von drei Jahren ab der Entscheidung zur Gewährung der Prämie.

Wenn der kumulierte Betrag der «De-minimis»-Beihilfen während dieses dreijährigen Zeitraums 100.000 Euro zu übersteigen droht, informiert die Verwaltung den Betrieb und die öffentliche Behörde, die für die Gewährung der neuen «De-minimis»-Beihilfe zuständig ist, davon.

§ 7. Wenn das Projekt endet, übermittelt der Betrieb der Verwaltung einen Bericht, in dem das Ergebnis der Aufgabe des Rentic dargestellt wird.

Art. 4 - Die Wahl des Rentic gehört dem Betrieb. Dieser darf den Rentic nicht mit einem Arbeitsvertrag anstellen.

Der Rentic darf nicht dem Betrieb oder Betrieben derselben Gruppe angehört haben.

Der zwischen dem Betrieb und dem Rentic abzuschließende Vertrag erstreckt sich über eine Dauer, die mindestens so lange wie die Dauer, für welche die Prämie gewährt wird, ist.

Art. 5 - Die Prämie darf 5.000 Euro pro Monat nicht übersteigen. Die Dauer der Aufgabe des Rentic wird mindestens drei Monate und höchstens ein Jahr betragen.

Art. 6 - Die Prämie wird dem Betrieb gemäß den folgenden Modalitäten ausgezahlt:

1° 50% der Prämie werden beim Abschluss der Vereinbarung mit der Wallonischen Region ausgezahlt;

2° der Saldo der Prämie wird quartalsweise in Teilbeträgen ausgezahlt, dies auf der Grundlage der von dem Rentic ausgestellten Rechnung, in der seine Dienstleistungen und die entsprechenden Zahlungsnachweise ausführlich angegeben werden;

3° die Auszahlung der letzten dreimonatlichen Tranche unterliegt der Übermittlung des in Artikel 3, § 7 erwähnten Berichts an die Verwaltung.

Art. 7 - In dem zwischen dem Betrieb und dem Rentic abzuschließenden Vertrag wird die Abtretung der etwaigen geistigen Eigentumsrechte, die mit den Ergebnissen der Aufgabe des Rentic verbunden sind, an den Betrieb vorgesehen.

Art. 8 - Die unter den NACE-Kennzahlen 2233, 3000, 3002, 7200, 7210, 7220, 7230, 7240, 7250 und 7260 angeführten Betriebe können keine Prämie in Anspruch nehmen.

Der Bezug auf die NACE-Kennzahl stellt eine Vermutung bezüglich des Tätigkeitsbereichs des Betriebs dar. Dieser kann also beweisen, dass die ihm zugewiesene NACE-Kennzahl seiner Tätigkeit nicht entspricht.

Art. 9 - Was die Verpflichtungsanweisung, die Billigung und die Auszahlungsanweisung der mit der Prämie verbundenen Ausgaben betrifft, wird dem Generaldirektor der Generaldirektion der Technologien, der Forschung und der Energie des Ministeriums der Wallonischen Region eine Vollmacht erteilt. Ist dieser abwesend oder verhindert, wird die ihm erteilte Vollmacht, solange er abwesend oder verhindert ist, dem Generalinspektor oder dem Direktor der betroffenen Direktion übertragen.

Art. 10 - Der Minister der Forschung und der neuen Technologien wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Art. 11 - Der vorliegende Erlass tritt am Tage seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Namur, den 19. September 2002

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Wirtschaft, der K.M.B., der Forschung und der neuen Technologien,
S. KUBLA

VERTALING

N. 2002 — 3828

[C — 2002/28025]

**19 SEPTEMBER 2002. — Besluit van de Waalse Regering
betreffende de toekenning van een premie aan de ondernemingen die een beroep doen op een Rentic**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 11 juli 2002 betreffende de toekenning van een premie voor de invoering van e-business in de kleine en middelgrote ondernemingen;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 12 september 2002;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 19 september 2002;

Gelet op de beraadslaging van de Regering over het verzoek om adviesverlening door de Raad van State binnen een termijn van minder dan één maand;

Gelet op het advies 33.976/2 van de Raad van State, gegeven op 21 augustus 2002, in toepassing van artikel 84, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit dient te worden verstaan onder :

1° het decreet : het decreet van 11 juli 2002 betreffende de toekenning van een premie voor de invoering van e-business in de kleine en middelgrote ondernemingen;

2° de Minister : de Minister bevoegd voor Onderzoek en Nieuwe Technologieën;

3° het Bestuur : het Directoraat-generaal Technologie, Onderzoek en Energie van het Ministerie van het Waalse Gewest;

4° de onderneming : de bedrijfseenheid zoals omschreven in artikel 1, § 1, van het decreet;

5° de Rentic : hij die verantwoordelijk is voor een project ter invoering van e-business in een onderneming;

6° de premie : de tegemoetkoming die wordt toegekend aan de ondernemingen die een beroep doen op een Rentic.

Art. 2. Om voor de premie in aanmerking te komen, dient de onderneming een aanvraag in bij het Bestuur.

De aanvraag wordt ingediend volgens een model dat door de Minister is vastgesteld.

Bij de aanvraag worden gevoegd :

1° een afschrift van de statuten van de onderneming;

2° een dossier waarin het project uiteengezet wordt waarvoor de onderneming wenst een beroep te doen op een Rentic, met :

de inhoud en de kenmerken van het project;

de doelstellingen die de onderneming nastreeft met het oog op de integratie van het elektronisch zakendoen in zijn werking;

de in het vooruitzicht gestelde middelen voor de overname van de technische en organisatorische impact, evenals voor de aanpassing van de human resources die uit het project voortvloeien;

de strategische visie van de onderneming wat diens positionering betreft ten gevolge van de daadwerkelijke inbedding van het project;

de eventuele middelen voor de bevordering van het project;

3° het bedrag dat wordt vrijgemaakt voor de bezoldiging van de Rentic en de tijd die geëvalueerd wordt voor de zorgvuldige verwezenlijking van het project;

4° de identiteit van de Rentic;

5° een lijst met de *de minimis*-steun die aan de onderneming is toegekend in de periode van drie jaar voorafgaand aan de indiening van de aanvraag, of die nog toegekend zouden kunnen worden op de datum waarop tot de toekenning van de premie beslist wordt;

6° bij ontstentenis van de lijst bedoeld onder 5°, een verklaring waarmee de onderneming stelt dat hij geen *de minimis*-steun heeft gekregen tijdens de periode van drie jaar voorafgaand aan de indiening van de aanvraag en dat hij er niet voor in aanmerking zou kunnen komen op de datum waarop tot de toekenning van de premie beslist wordt;

7° de stukken aan de hand waarvan bewezen wordt dat de onderneming beantwoordt aan de criteria bedoeld in artikel 1, § 1, van het decreet;

8° de documenten aan de hand waarvan bewezen wordt dat de onderneming de fiscale, sociale en milieuwet- en -regelgeving naleeft.

Art. 3. § 1. Voor elke aanvraag die wordt ingediend, wordt er een ontvangstbericht aan de promotor gericht binnen de vijf werkdagen, waarbij melding wordt gemaakt van de ontvangstdatum alsmede van de naam van het personeelslid van het Bestuur dat het project behandelt.

§ 2. Voor elk ontvangen project waarvoor de onderneming een beroep wenst te doen op een Rentic ten opzichte van de context en de noden van bedoelde onderneming gaat het Bestuur na of bedoeld project geschikt en haalbaar is, welke de opdrachtschrijving van de Rentic is, binnen welke termijn het project verwezenlijkt moet worden, of de middelen die door de onderneming worden vrijgemaakt voor de verwezenlijking van het project redelijk zijn en of de toekenningsvoorwaarden verenigd zijn.

Het Bestuur wordt bijgestaan door een externe deskundige die deel uitmaakt van de betrokken sector. De deskundige wordt gekozen op een lijst deskundigen die door de Minister wordt vastgesteld en bijgehouden.

§ 3. Indien het Bestuur niet over alle bestanddelen beschikt die noodzakelijk zijn voor de evaluatie van het project, worden aan de onderneming aanvullende bestanddelen gevraagd, binnen de vijftien werkdagen na ontvangst van het project. Als de onderneming geen gevolg geeft aan bedoeld verzoek binnen de dertig dagen na ontvangst ervan, wordt hij geacht zijn project te hebben ingetrokken; de onderneming kan evenwel het Bestuur erover inlichten dat hij bedoelde termijn verlengt met een periode die hij bepaalt.

§ 4. Binnen een termijn van zestig werkdagen vanaf de ontvangst van het project of vanaf de ontvangst van de bestanddelen bedoeld in § 3, deelt het Bestuur de onderneming in het met redenen omklede voorstel mee dat het voornemens is aan de Minister te richten, namelijk toekenning van de premie met vermelding van het bedrag ervan, dan wel weigering.

Binnen de vijftien werkdagen na ontvangst van bedoelde mededeling kan de onderneming een uiteenzetting van de redenen waarom hij acht dat hij niet met de voorgestelde beslissing kan instemmen, aan het Bestuur richten. Het Bestuur maakt bedoelde uiteenzetting over aan de Minister, gelijk met zijn conclusies.

§ 5. Indien de beslissing van de Minister gunstig is, worden het voorwerp, het bedrag en de begunstigde van de premie in een besluit vastgelegd, alsmede de termijn waarvoor het voorgestelde beroep op de Rentic aanvaard wordt. Daarna wordt er een overeenkomst afgesloten met de onderneming, waarbij de voorwaarden en de modaliteiten van bedoelde tussenkomst worden omschreven.

Door de gunstige beslissing van de Minister bedoeld in vorig lid kan de onderneming een verzoek indienen om zijn project tot integratie van het elektronisch zakendoen te consolideren via een wervingsprocedure die plaatsvindt in het kader van het decreet van 25 april 2002 betreffende de tegemoetkomingen ter bevordering van de indienstneming van niet-werkende werkzoekenden door de plaatselijke, gewestelijke en gemeenschapsoverheden, door bepaalde werkgevers in de niet-commerciële sector, het onderwijs en de commerciële sector. Het advies van de Minister over bedoelde aanvraag wordt daarna als gunstig beschouwd in de zin van artikel 32, derde lid, van bovenvermeld decreet.

§ 6. In de overeenkomst bedoeld in vorige paragraaf wordt vermeld dat de onderneming verplicht is om het Bestuur in te lichten over elke nieuwe *de minimis*-steun die hij aanvraagt of toegekend krijgt van ongeacht welke overheid, tijdens een periode van drie jaar te rekenen van de beslissing tot toekenning van de premie.

Als de *de minimis*-steunbedragen, samen opgeteld, tijdens bedoelde periode van drie jaar de grens van 100.000 euro dreigen te overschrijden, wordt de onderneming, alsmede de overheid bevoegd voor de nieuwe *de minimis*-steun daarover door het Bestuur ingelicht.

§ 7. Bij beëindiging van het project richt de onderneming een verslag aan het Bestuur waarin het resultaat van de opdracht van de Rentic uiteen wordt gezet.

Art. 4. Het staat de onderneming vrij een Rentic te kiezen. Hij kan de Rentic evenwel niet middels een arbeidsovereenkomst in dienst nemen.

De Rentic mag geen deel hebben uitgemaakt van de onderneming of van ondernemingen van dezelfde groep.

De overeenkomst die dient te worden afgesloten tussen de onderneming en de Rentic heeft een duur die ten minste gelijk is aan de duur op grond waarvan de premie is toegekend.

Art. 5. De premie kan niet meer bedragen dan 5.000 euro per maand. De duur van de opdracht van Rentic is begrepen tussen minstens drie maanden en hoogstens één jaar.

Art. 6. De premie wordt aan de onderneming uitbetaald op volgende wijze :

1° 50 % van de premie wordt uitbetaald na afsluiten van de overeenkomst met het Waalse Gewest;

2° het saldo van de premie wordt per driemaandelijke schijf uitbetaald, op grond van de factuur die is opgemaakt door de Rentic waarin zijn prestaties in detail worden vermeld en op grond van de overeenstemmende betaalbewijzen;

3° de uitbetaling van de laatste driemaandelijke schijf wordt ondergeschikt gemaakt aan de mededeling aan het Bestuur van het verslag bedoeld in artikel 3, § 7.

Art. 7. De overeenkomst die af te sluiten is tussen de onderneming en de Rentic bepaalt dat de eventuele intellectuele eigendomsrechten die verbonden zijn aan de resultaten van de opdracht van de Rentic aan de onderneming worden afgestaan.

Art. 8. De ondernemingen die vermeld staan onder de NACE-codes 2233, 3000, 3002, 7200, 7210, 7220, 7230, 7240, 7250 en 7260 kunnen niet in aanmerking komen voor de premie.

De verwijzing naar de NACE-code is een vermoeden van het domein waarin de onderneming actief is. Bijgevolg kan de onderneming niet bepalen dat de hem toegewezen NACE-code niet overeenstemt met zijn bedrijvigheid.

Art. 9. Wat betreft de vastlegging, de goedkeuring en de ordonnancering van de uitgaven met betrekking tot de premie, wordt delegatie verleend aan de directeur-generaal van het Directoraat-generaal Technologie, Onderzoek en Energie van het Ministerie van het Waalse Gewest. Bij diens afwezigheid of verhindering wordt de hem verleende delegatie tijdens de duur van bedoelde afwezigheid of verhindering toegekend aan de inspecteur-generaal of aan de directeur van de betrokken Directie.

Art. 10. De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 11. Dit besluit treedt in werking de dag van diens bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Namen, 19 september 2002.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,
S. KUBLA



F. 2002 — 3829

[C — 2002/27960]

26 SEPTEMBRE 2002. — Arrêté du Gouvernement wallon chargeant la Société publique d'Aide à la qualité de l'Environnement de procéder à des mesures de réhabilitation sur le site dit « Fond du Houtia » à Bertrée sur la commune de Hannut

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, notamment l'article 39;

Vu la décision du Gouvernement wallon du 21 mai 1992 par laquelle celui-ci décide de confier à la Société publique d'aide à la qualité de l'environnement une mission de caractérisation de certains sites pollués par des déchets en Région wallonne et notamment du site de l'ancienne décharge dit « Fond du Houtia » à Bertrée sur la commune de Hannut;

Vu la décision du Gouvernement wallon du 11 mars 1999 dans laquelle il définit les missions spécifiques de la SPAQuE;

Vu le contrat de services signé entre le Gouvernement wallon et la SPAQuE en date du 29 avril 1999;

Vu le rapport de suivi actif exercice 2001 remis au conseil d'administration de la SPAQuE du 13 décembre 2001 et relatif à 21 sites pollués par des déchets et notamment le site de l'ancienne décharge de Hannut,

Arrête :

Article 1^{er}. Le Gouvernement wallon charge la Société publique d'aide à la qualité de l'environnement (SPAQuE S.A.) de procéder à des mesures de réhabilitation sur le site de la décharge dit « Fond du Houtia » à Bertrée sur la commune de Hannut, soit sur les terrains cadastrés à Hannut 3.DIV Bertrée, section A, N° 98A, 100G, 101C, 101D, 101G, 101H, 102B, 106D, 109G, 113G³, 113T², ainsi que par la rue bordant le site sur le côté Est (rue de la Montagne).